

Réponse aux interventions des syndicats sur le Rapport d'activité 24 juin 2026

Mes cher.es camarades,

Merci à chacune et chacun des intervenantes et intervenants. Vous écouter ces 2 derniers jours, a été une expérience incroyable, par la diversité de ce que vous avez donné à voir.

La richesse des métiers, des parcours, des territoires.

115 interventions, dont 16 à deux voix.

À cette tribune, 71 intervenantes et 62 intervenants.

12 d'entre vous avaient moins de 35 ans.

Bravo de vous être lancés.

Voilà la CFDT que nous construisons ensemble.

De vos interventions ressort une évidence : nous sommes une organisation qui agit. On ne se contente pas de dénoncer, nous agissons pour transformer le réel. C'est notre marque de fabrique.

La CFDT est une force. Une force militante.

Une force dont les collègues en ont besoin au quotidien.

Ce quotidien qui aujourd'hui est en plein bouleversement.

Souvent, dans les médias ou les conversations, on se demande si de grandes bascules sont devant nous....

Je vais vous le dire : **elles sont déjà là**. La planète en feu n'est plus un cauchemar lointain, nous vivons dessus.

L'IA n'est pas à la porte des lieux de travail, elle y est déjà entrée.

La démocratie n'est pas juste menacée, elle tangué déjà jusqu'au cœur de l'Amérique.

La Chine n'est pas un géant en devenir : c'est une grande puissance mondiale.

Le monde que nous connaissions est en train de disparaître. Demain, c'est aujourd'hui. Et face à cela, deux attitudes : subir, ou peser.

Et nous avons choisi de peser.

Parce que nous sommes un collectif fort.

Parce que nous sommes une maison où l'on débat, où l'on tranche, et où l'on avance ensemble.

Pendant une journée et demie, vous vous êtes exprimés sur le Rapport d'activité, vous avez partagé vos regards sur la période écoulée. Vous avez majoritairement dit que ce rapport faisait un **bilan honnête** de notre action collective. Vous avez salué un rapport qui vous ressemble, qui met les militantes et les militants au centre.

Ce que vous avez partagé à cette tribune, c'est votre attention aux autres. Un syndicalisme fondé sur des hommes et des femmes au service des hommes et des femmes, **dans tous les actes et à tous les âges de la vie.**

Et à vous écouter, j'ai ressenti – je ne vais pas vous le cacher - de l'émotion et une grande fierté.

De vos interventions, émergent les temps forts des quatre années écoulées.

D'abord ce que nous avons réussi.

Les mobilisations retraites. La marée orange, la fraternité des manifestations, le leadership de la CFDT.

Et cette ténacité a fini par payer, avec la suspension de la réforme. C'est une victoire. Cette suspension est une porte que l'on a ouverte pour construire autrement l'avenir de nos retraites, alors que l'équilibre financier est un défi. Et maintenant on le sait : l'évolution de notre démographie va compliquer l'équation. Si l'immigration améliore la situation, la baisse de la natalité l'aggrave. La CFDT a toujours fait le choix du sérieux : notre système de retraite doit être financé. Mais pour la CFDT, construire l'équilibre, ça ne se fait pas brutalement mais progressivement. Et surtout, surtout, ça se fait avec plus de justice sociale. Ce sera le seul chemin.

Vous avez aussi largement évoqué les RDV des syndicats. Ce fut un temps très fort de ce mandat. Vous avez apprécié d'être écoutés. Vous avez salué ces moments où fédérations, URI, Confédération, syndicats se sont réunis pour échanger sur vos "galères réelles" comme l'a dit un délégué, et pour travailler ensemble sur notre syndicalisme de proximité.

Dans vos interventions, vous avez donné à voir une organisation qui cherche à être aux côtés de tous les travailleurs et travailleuses, le saisonnier ou l'agent précaire, la jeune qui a son premier contrat, le salarié de TPE, l'indépendant que nous syndiquons enfin avec Union-Indépendants.

La CFDT a grandi pendant la mandature dans tous les sens du terme. Nous accueillons aussi plus de jeunes parce que 524 syndicats se sont fixé ensemble un objectif et l'ont porté, du Coup d'Boost jusqu'au terrain. Vous avez aussi partagé vos initiatives qui marchent, comme la place du responsable développement au sein des syndicats ou du référent senior. Derrière chaque adhésion, il y a un travailleur ou un retraité défendu et un collectif CFDT plus solide.

Et cette volonté d'aller vers tous les travailleurs, elle se mesure justement là où c'est le plus difficile. Malgré l'énergie déployée, le dernier scrutin TPE n'a pas rempli ses promesses : une poignée de votants, des salariés trop souvent hors de portée du dialogue social. Ce n'est pas une fatalité et

nous avons déjà commencé à construire un autre modèle de représentation. **Un salarié isolé ne peut pas être un salarié sans droit.**

Plusieurs d'entre vous ont dit leur satisfaction de sentir la Confédération davantage mobilisée pour les fonctions publiques et les travailleurs et travailleuses essentiels. Grâce à la CFDT « *les essentiels ont vraiment été vus* » a dit un syndicat. Pas encore assez : **nous continuerons de vous représenter, vous valoriser, vous mettre à l'honneur.**

Ce n'est pas seulement notre fierté, c'est notre devoir. Parce qu'un pays qui maltraite celles et ceux qui prennent soin de lui se maltraite lui-même. Nous ne lâcherons pas non plus le Ségur de la santé, cet accord historique qui a suivi la crise Covid. Il est absolument scandaleux qu'il ne soit pas respecté. Nous le ferons aux côtés de la Fédération Santé-Sociaux et de l'Uffa.

Je vous le dis : nous serons dans la rue le 29 septembre pour les salaires des agents publics.

Vos interventions ont également montré une CFDT qui assume aujourd'hui pleinement d'être la première organisation syndicale de notre pays. Cette responsabilité, nous l'exerçons aussi chaque jour, en jouant notre rôle dans le débat public. Un rôle profondément politique mais pas partisan. Nous nous inscrivons dans le débat public pour porter la voix du travail. Dans une société plus juste, ouverte, fraternelle, qui respecte les droits de chacun et chacune, une société qui permette l'émancipation de toutes et tous.

Un délégué a reproché à la CFDT de s'engager dans des débats dits sociétaux. « *On embrasse le champ sociétal plutôt que la lutte des classes* » nous a-t-il dit. Mais le sociétal mes camarades, est partout sur les lieux de travail. La lutte contre les violences sexistes et sexuelles, la lutte contre les discriminations et celle contre le racisme ou l'homophobie, le féminisme, font progresser la société et la vie au travail. Quand la CFDT manifeste pour les marches des fiertés, elle y a toute sa place ; quand la CFDT soutient la constitutionnalisation de l'IVG, elle est légitime ; quand elle exige la loi intégrale contre les violences sexistes et sexuelles commises à l'encontre des femmes et des enfants, elle est dans son rôle. Ce sont des conditions de l'émancipation des travailleurs et des travailleuses.

Certains nous dénie cette légitimité. **L'extrême droite**, pour laquelle notre place doit être strictement limitée à l'entreprise et qui préfère même que nous perdions toute capacité d'action.

Dans la mandature, la lutte contre les idées d'extrême droite est montée d'un cran et le pouvoir de celle-ci aussi. Serions-nous donc alors contraints maintenant à dialoguer avec les élus d'extrême droite ? La question a été posée.

Je l'ai dit lundi, je vous le redis aujourd'hui : sur le terrain des valeurs contraires à nos statuts, il n'y a pas de compromis possible.

Rencontrer des élus d'extrêmes droite, c'est la certitude de les voir instrumentaliser les situations que vivent les travailleurs et les travailleuses, pour les monter les uns contre autres. Le mal-être au travail ? Les difficultés du quotidien ? Très peu pour eux. Ce qu'ils veulent, c'est une photo ou le plateau télé avec la CFDT, et nous diviser.

Mes camarades, face à l'extrême droite, il n'y a pas d'espace pour la dispersion. La CFDT le prouve, la banalisation n'est pas définitive. Une idée dangereuse et majoritaire reste une idée dangereuse.

Nous avons le pouvoir et le devoir de refuser la banalisation de la discrimination. Regardez ce qui se passe déjà dans certaines municipalités. Des locaux syndicaux menacés. Des subventions coupées aux associations de solidarité, féministes, LGBT+. Une politique culturelle instrumentalisée. Toujours la même cible : les contre-pouvoirs et tout ce qui émancipe.

Alors je le dis : nous luttons aujourd'hui, et nous lutterons demain, contre les idées et les actes de l'extrême droite.

A la CFDT, nous ne partageons ni les méthodes, ni les objectifs de l'extrême gauche, avec laquelle nous avons par ailleurs très peu de contact. Mais je le réaffirme, nous ne mettons pas de signe égal entre extrême droite et extrême gauche, pour une raison fondamentale : nous rejetons viscéralement la préférence nationale.

Et puisque nous parlons politiques, mes chers camarades, un mot de 2027. Je l'ai dit en introduction au Rapport d'activité : la présidentielle pèsera lourdement sur le contexte des mois à venir. Nous devons en avoir une **lecture syndicale**. Ce qui s'y joue, ce n'est pas des noms ou des sondages. C'est notre modèle productif, nos services publics, nos retraites. C'est la place faite à celles et ceux qui vivent ou voudraient vivre de leur travail, au dialogue social, aux corps intermédiaires. Cette élection sera cruciale.

Dans la campagne qui s'annonce, la CFDT et le Pacte du Pouvoir de vivre porteront la voix de la société civile organisée auprès des candidats et candidates. A notre juste place. Sans faire de politique politicienne, en faisant de la politique au sens noble du terme. Pour dire comment nous voulons vivre ensemble.

Avant les élections présidentielles, un autre enjeu majeur pour notre organisation, que nous avons préparé ensemble, les élections fonctions publiques.

Mes camarades, ce ne sont pas des sièges que nous allons chercher. C'est du **rapport de force**. Notre représentativité détermine notre poids face à l'employeur public qui négocie les salaires, qui pèse sur les carrières, qui décide pour la PSC et les conditions de travail. Plus nous serons représentatifs, moins cela pourra se décider sans nous.

La campagne est plus que lancée, même si tout n'est pas réglé. À nous de faire monter chacun dans le train, tenir le calendrier, boucler les listes, mutualiser davantage là où se croisent plusieurs champs. Cette échéance n'est pas l'affaire des seuls syndicats des fonctions publiques. **C'est toute la CFDT qui s'engage**. Le privé comme le public, les fédérations comme les régions. Quand nous gagnons dans les fonctions publiques, c'est toute la CFDT qui pèse davantage.

Notre objectif est clair : **reconquérir la deuxième place dans les fonctions publiques**. Le Congrès cette semaine, l'événement de rentrée sur les services publics, la campagne RAE : autant d'occasions, d'ici décembre, de tenir la dynamique et de montrer une CFDT qui connaît le travail des agents et des agentes, et qui le porte.

Dans vos interventions, vous avez aussi formulé des critiques, et je vous assure, comme le Bureau national, les avoir bien entendues. Car un Rapport d'activité ne se vote pas pour s'autosatisfaire, il se débat pour progresser.

Tenir compte de vos critiques, c'est d'abord vous répondre maintenant sur plusieurs des sujets que vous avez soulevés. Et le premier d'entre eux, vous l'avez placé au cœur de vos interventions : le pouvoir d'achat.

Beaucoup d'entre vous en ont parlé : les salaires stagnent, le SMIC devient un salaire de carrière, les agents se paupérisent, et les dépenses tombent tous les mois sans qu'on puisse les éviter : le loyer, l'énergie, les courses, la voiture pour aller travailler. La colère est légitime.

Mais soyons honnêtes entre nous. Une fausse bonne idée circule : indexer les salaires sur les prix. J'entends pourquoi elle séduit. Quand les prix montent plus vite que la feuille de paie, vouloir que le salaire suive l'inflation, c'est légitime. Mais ce ne serait pas nous rendre service. Parce que dans la durée, les salaires montent plus vite que les prix.

Indexer le salaire sur l'inflation, ce serait l'accrocher à une corde qui monte moins haut.

Un peu d'air les premiers mois, et un plafond pour toutes les années d'après. Ce n'est pas une solution qui marche.

La difficulté est bien réelle. Le patronat et l'employeur public portent une responsabilité immense dans ce blocage. Leur attitude est inacceptable et dangereuse tant elle crée de ressentiment. Mais mes camarades, n'attendons pas que les employeurs changent et qu'il leur prenne subitement l'envie de partager davantage. C'est à nous de peser plus.

Dans la mandature, la Confédération a agi pour améliorer le champ de la négociation salariale, avec l'accord interpro sur le partage de la valeur, la conférence salariale de 2023, la directive sur la transparence salariale, nous nous battons sans relâche ces dernières semaines pour que le Gouvernement transpose.

Mais les augmentations se décident dans les branches et dans les entreprises. Il faut créer un vrai rapport de force, avec les salariés. Dans les branches professionnelles. Dans les entreprises. C'est ce que font les délégués. Je vous rappelle que le premier motif d'indemnisation grève par la Cnas, c'est sur les salaires.

Il faut réinventer la mobilisation des travailleurs et des agents sur les rémunérations. Tous les niveaux de notre organisation doivent s'y investir. Le travail ne peut pas continuer à être le perdant du partage des richesses.

Et lorsqu'on est privé de travail et d'emploi, arrêtons de nous faire croire que l'on vit grassement. C'est indécent. Oui, les attaques à répétition contre le régime d'assurance chômage sont indécentes. On ne choisit pas de perdre son emploi. C'est pour cela que quand l'emploi manque, il faut un accompagnement digne de ce nom.

L'accompagnement global et personnalisé est l'un des piliers de l'Assurance transition emploi que nous défendons ces dernières années pour ramener vers un emploi durable. Qui peut croire à cet « accompagnement de masse personnalisé » vanté par France Travail, qui érige l'intelligence artificielle en solution miracle pour masquer la baisse des financements de l'État ? On ne remplace pas un conseiller par un algorithme. Ce sont les chômeurs les plus fragiles qui en paient le prix. Et ce sont les professionnels de l'accompagnement qui, faute de moyens, perdent le sens de leur métier.

La CFDT continuera de le dénoncer et de le combattre : ces mesures idéologiques qui stigmatisent les demandeurs d'emploi ne font en rien reculer le chômage.

Vos interventions sur la mandature écoulee ont parfois aussi été critiques sur notre interne. Trop de couches, trop de structures, trop d'outils, trop d'information.

Notre structuration peut être interrogée, elle peut être modernisée, c'est certain. Mais résistons à la tentation de la solution magique qu'on voit dans la simplification. La complexité d'un système est souvent ce qui permet de prendre en compte la diversité des situations, des histoires, des territoires.

Je ne dis pas que la simplification ne doit pas être recherchée, mais elle n'est pas une fin en soi.

Ce que nous visons, c'est de fonctionner mieux ensemble. De faire autrement.

C'est plus d'actions concertées, de mutualisation et de coopération.

C'est de jouer plus collectif, de sortir de nos lignes de nage.

C'est le sens de ce que nous avons développé en vous écoutant dans la mandature, par exemple avec les DOFA ou les évolutions de la formation syndicale. Une formation syndicale de qualité, partout, est indispensable aux militants et militantes et utiles aux adhérents et adhérentes qui veulent s'engager. Alors, pas de faux procès, pas de mise en concurrence, gagnons en temps et en efficacité, partageons nos pratiques et nos savoir-faire. C'est d'ailleurs ce qui est proposé avec la mise en place du pot commun pour préserver les équilibres économiques des organisations.

Cette coopération, vos interventions en témoignent aussi mais elle a progressé !

Alors oui, elle n'est pas toujours simple.

Pas toujours simple non plus au sein même d'une structure CFDT.

Vous avez exprimé vos situations de conflits internes, des conflits entre responsables mais aussi entre structures. Certains ont interpellé la Confédération en responsabilité.

Mes camarades, on ne peut pas vouloir que la Conf règle les conflits dans les organisations et les syndicats, tout en lui demandant "en même temps" de respecter la souveraineté et l'autonomie politique des structures. Il y a des règles, des procédures que toute structure intervenant dans un conflit se doit de respecter. La Confédération serait, elle, autorisée à ne pas les respecter ?

Non, bien entendu ! La Confédération n'est pas une super structure qui pourrait décider de tout. Et chacun, chacune d'entre nous doit garder en tête, qu'à la CFDT, c'est le projet et l'action collective qui doit toujours primer, pas la confrontation des egos.

Vous avez aussi parlé de la complexité des outils numériques partagés, de la difficulté parfois à se repérer, à trouver ce que l'on cherche, voire à bénéficier de fonctionnalités réellement adaptées à vos besoins. Nous en sommes conscients et c'est pourquoi nous avons travaillé sur le mandat, dans un cadre confédéré, à mieux piloter notre politique des systèmes d'informations et à développer des outils qui vous facilitent la vie.

L'un des grands chantiers, issus de ce que vous nous avez dit durant les RDV des syndicats, est le lancement de l'espace numérique militant qui centralisera tous vos outils. Un second, sera celui de la refonte Gasel, pour un espace plus intuitif.

Une autre évolution issue des RDV des syndicats, c'est la mise en place des Infos confédérales, adressée directement aux syndicats. Grâce à cela, fini les doublons et triplons d'informations envoyées par la Confédération. Une première pierre posée dans le grand chantier de la communication interne et externe qu'il nous reste à mener.

Car la communication, ce n'est pas juste un outil, c'est de l'action syndicale à part entière ! Cela participe de notre rapport de force, de notre visibilité, de notre crédibilité, de notre attractivité et de notre capacité à lutter.

En interne de la Confédération, un grand chantier a été lancé pour développer notre visibilité sur les réseaux sociaux, adapter nos contenus aux plateformes et aux publics, faire plus de vidéos, d'audios, de visuels, de contenus faciles d'accès. Bref, marquer le terrain de l'information et de la communication numérique.

Et puisqu'on m'a directement demandé mon avis sur la question, je me permets d'y répondre aussi. Est-ce que le format vidéo nuit à la noblesse du débat ? Non, évidemment. Selon moi, un outil n'est ni bon ni mauvais en soi. La seule vraie question, c'est qui communique, et comment. Et là, soyons honnêtes, nous avons encore du travail. Je m'y engage, parce que je suis convaincue que nous pouvons mieux informer, et mieux faire voir notre action.

Vous avez été très nombreux à vous exprimer sur le chantier de la cotisation. Vous le savez, ces débats auront lieu demain matin dans le cadre de la résolution interne. Mais comme certains d'entre vous ne se sont pas privés, je vais à mon tour vous en dire un mot.

Vous demandez transparence et sobriété. Vous avez raison, ce sont les bases d'une organisation saine. C'est pour cela que le rapport financier des 4 années est annexé au rapport d'activité.

Transparence : elle existe déjà, c'est par ailleurs une condition légale à notre représentativité ! Cela fait 12 ans que la Confédération publie ses comptes sur son site internet, des comptes, qui rappelons-le, sont attestés par des commissaires aux comptes et votés par nos instances.

Sobriété ? Cela fait plusieurs années que la Confédération s'est dotée d'un plan d'économie.

Alors oui, le bilan comptable de la Confédération montre un patrimoine solide, c'est un fait qui n'a jamais été caché.

Un patrimoine en particulier immobilier, fait surtout de locaux qui accueillent la plupart des fédérations et la Confédération. De Bierville, la maison de la CFDT.

Et le patrimoine de la CNAS, notre bien commun, notre caisse de grève. Nous en avons débattu ce matin, et les difficultés auxquelles doit faire face la CNAS sont identifiées et nous travaillons à la renforcer.

Vous avez suggéré de nouvelles pistes d'économies, par exemple le Magazine. A l'heure où la presse est un rempart à la désinformation, avoir une presse indépendante, syndicale, et un choix politique fort. Il n'est pas question d'y renoncer. Cependant, nous étudions les pistes pour permettre aux adhérents de choisir entre le format numérique ou papier.

Le sujet, ce n'est donc pas les finances de la Confédération.

Le sujet, c'est une proposition politique pour l'avenir de la CFDT.

Nous avons pris collectivement et démocratiquement, lors du Congrès de Lyon, la décision de réouvrir le débat du financement de notre organisation.

Nous avons tenu nos engagements.

Et demain nous déciderons.

Au passage : je m'étonne que des syndicats ayant déjà des taux de cotisation bien supérieurs au 0,75%, et qui savent quoi en faire, disent à leurs camarades, qui ont besoin de moyens supplémentaires, que c'est une mauvaise idée. Cherchez l'erreur.

Mes camarades, les défis qui sont les nôtres sont grands, parce que le monde bouge. Vite. Très vite.

Le monde qui vient, le monde tel qu'il va, nous précipite vers l'inconnu. Vous l'avez souligné, dans la mandature, les fondements du multilatéralisme ont été ébranlés et le droit international bafoué. Aujourd'hui, les relations internationales se fondent sur la loi du plus fort. Pour l'Europe, le revirement spectaculaire des Etats-Unis vis-à-vis de leurs partenaires historiques accélère une prise de conscience.

Les enjeux qui sont devant nous posent par conséquent des questions proprement existentielles, alors que les Européens se sont habitués à vivre dans un espace où les enjeux de défense semblaient lointains. Il faudra définir ce que signifie un effort de guerre, dans un contexte où les finances publiques sont soumises à des besoins multiples. Desserrer les règles européennes en matière de déficit budgétaire ne suffira pas. Comment structurer les dépenses de défense, avec quelle acceptabilité démocratique : voilà des sujets qu'il faudra aborder.

Nous voulons une Europe à la fois innovante et protectrice.

Une Europe avec un cap pour la recherche et l'industrie qui garantisse notre souveraineté dans tous les domaines stratégiques.

Une Europe qui orchestre et accompagne la transformation écologique par des investissements dans les transports, les services publics, l'industrie décarbonée et les filières d'avenir, dans une alimentation durable et dans des logements adaptés.

Bref, une Europe qui redonne du souffle à son modèle social et environnemental, certes imparfait mais unique au monde.

Et pour mener cette bataille, nous pouvons compter sur nos organisations sœurs partout dans le monde, sur la Confédération syndicale mondiale et sur la Confédération européenne des syndicats.

Vos interventions le montrent : beaucoup de travailleurs et travailleuses ont aujourd'hui en France peur de perdre leur emploi. Ces derniers mois, les plans sociaux et les restructurations ont frappé de larges pans de notre économie, l'industrie mais aussi les services, des grandes aux très petites entreprises.

Alors, nous disons au patronat : c'est votre job d'anticiper, de dialoguer, de former, de reconvertir ! L'accord national que nous avons négocié et signé sur les reconversions doit maintenant s'appliquer concrètement dans les entreprises.

Au Gouvernement, nous disons qu'il faut renforcer le poids des représentants du personnel lors des restructurations, et surtout en amont, avec de véritables négociations portant sur l'emploi. Et nous continuerons d'exiger la transparence et la conditionnalité de toutes les aides publiques. Aucun euro d'aide publique ne peut être accordé sans contrepartie réelle.

Si l'emploi est un sujet, la santé au travail en est un autre. On voudrait que ce soit derrière nous, mais non... Dans le monde d'aujourd'hui, la santé au travail doit redevenir un combat de premier plan.

Comment admettre qu'en 2026 il y ait encore en France tant de personnes mortes au travail ? Pourtant, ces domaines sont largement documentés et les outils existent pour agir. Encore faut-il que les employeurs - qu'ils soient privés ou publics - s'en saisissent et qu'ils soient adaptés et appliqués. Partout, nous devons nous assurer que c'est le cas.

La période de canicule que nous vivons est extrêmement difficile pour les corps au travail. Il faut changer les rythmes, les organisations, les protections dans le dialogue avec les travailleurs, au plus près des réalités du travail. Le « décret chaleur » de mai 2025 que nous avons porté vient préciser et renforcer les obligations de prévention contre les risques liés à la chaleur.

Car mes camarades, regardons la réalité en face : ces épisodes ne sont plus des événements exceptionnels. Le mur du réchauffement climatique n'est pas devant nous, nous l'avons déjà heurté. La canicule exceptionnelle par sa précocité, son intensité et sa durée que nous connaissons doit nous questionner en profondeur. La nuit de lundi à mardi dernier est la nuit la plus chaude jamais enregistrée en France depuis 1947, depuis que ces mesures existent.

Alors, nous n'avons plus le choix : nous devons interroger nos façons de vivre, de vivre en ville, de nous loger, de nous déplacer au quotidien, et jusqu'à nos horaires de travail. L'action a un coût, c'est vrai, mais le coût de l'inaction, lui, est bien supérieur.

Vous l'avez dit et la CFDT l'a toujours porté ainsi : la transition écologique doit se faire dans la justice sociale. Ce n'est pas aux plus fragiles, à ceux et celles qui n'en ont pas les moyens, de payer la transition écologique. Mais c'est avec les travailleurs et travailleuses, les meilleurs experts des conditions de travail, que l'on pourra mener les transformations indispensables à ce qui pourrait s'avérer notre survie.

Sur le sujet de la transition, le Gouvernement actuel semble agir contre toute logique, en décidant de supprimer le soutien à la rénovation énergétique des logements sociaux. Cela ôte aux opérateurs sociaux les moyens de faire baisser la facture énergétique des ménages, en plus de leur offrir un meilleur confort de vie. Dans le prochain budget, nous défendrons des politiques qui font face au défi du réchauffement climatique. Et au printemps 2027, nous interpellons les employeurs pour que des mesures d'adaptation et de prévention soient prises cette fois avant l'été.

Autre bouleversement déjà à l'œuvre, au cœur du travail : l'intelligence artificielle. Faut-il en avoir peur ? Non. Il faut agir, pour une technologie au service de l'humain.

Quand on commence à s'y intéresser, ça paraît complexe, et pourtant, quand on y réfléchit avec nos lunettes syndicales, on se rend compte qu'on a des outils pour la comprendre. Et ça, nous savons gérer, on en tire trois grandes questions pour les entreprises et les administrations :

La première concerne **l'emploi**. Comme toutes les révolutions industrielles, l'IA transformera le volume et le contenu des emplois.

La deuxième porte sur le **travail lui-même**. L'IA doit être au service du travail que nous voulons. Les métiers et les compétences évoluant, cela exige une véritable politique d'anticipation, de formation et d'accompagnement tout au long de la vie professionnelle.

La troisième concerne **les conditions de travail**. L'IA peut être un facteur d'émancipation, mais aussi un outil de contrôle, de pression et d'intensification du travail.

Nous refusons que le management algorithmique se substitue au management humain et qu'une décision automatisée puisse, seule, priver une personne de son activité et de ses revenus. C'est le sens de notre action auprès des plateformes comme Uber Eats ou Deliveroo avec Union-Indépendant : quels que soient les statuts d'emploi, les droits fondamentaux doivent être garantis.

Une question centrale traverse ce débat : **quelle est la finalité des projets d'IA** ? S'agit-il uniquement de réduire les coûts et les effectifs ou d'améliorer le travail ? Et lorsque les gains de productivité seront au rendez-vous, qui en bénéficiera : quelques actionnaires ou les travailleurs et travailleuses, à travers davantage d'emplois, une réduction du temps de travail, de meilleures conditions de travail et un modèle social renforcé ?

Pour la CFDT, le dialogue social est aujourd'hui insuffisant. Nous avons besoin d'un accord national cadre garantissant la discussion sur ces enjeux.

Si vous me renouvez votre confiance, je proposerai dès septembre au Bureau national la création d'un groupe de travail réunissant tous les syndicats volontaires. Il devra partir de vos réalités, identifier les outils supplémentaires dont vous avez besoin et construire les revendications que la CFDT devra porter.

La proposition de créer des sentinelles numériques constitue, à ce titre, une bonne piste.

Car l'enjeu n'est plus de savoir si l'IA transformera le travail, mais de déterminer qui pilotera cette transformation et dans l'intérêt de qui. C'est ce débat que la CFDT veut ouvrir avec le patronat en inscrivant ce sujet à l'agenda autonome de rentrée.

La conférence Travail Emploi Retraites à laquelle nous participons depuis la fin 2025 devrait notamment déboucher sur cette même proposition.

Un rapide retour sur cette conférence : l'intérêt des travaux a aussi été de s'intéresser à ces trois problématiques à la fois dans le secteur privé et le secteur public. Les conclusions seront bientôt connues. Nous attendons que cette conférence acte des avancées en matière de reconnaissance et de prévention de la pénibilité, ainsi que des éléments sur l'articulation des temps, à la semaine, au mois ou sur la carrière.

Et pour la CFDT ce n'est conférence TER ou agenda social autonome, c'est fromage et désert.

A l'agenda social autonome, nous attendons donc que l'IA soit traitée, mais aussi les parcours militants, sujet que vous avez plusieurs fois abordé pour rappeler la difficulté à tout concilier.

Notre protection sociale, nous en sommes fiers. Mais elle est attaquée par ceux qui la considèrent comme un coût et par les employeurs qui veulent toujours moins contribuer. Déjà, le Medef réclame une nouvelle niche fiscale pour financer l'adoption de l'IA dans les PME, pour un coût estimé à 650 millions d'euros. La CFDT refuse que chaque transformation serve de prétexte à réduire encore les recettes publiques et sociales.

Nous refusons la TVA dite « sociale », qui ferait davantage payer les plus modestes. Nous voulons mettre davantage à contribution les revenus du capital et le patrimoine. Le financement de notre modèle social doit reposer sur la justice.

Cette bataille sera aussi budgétaire, c'est l'enjeu de cet automne. Chaque poste supprimé, chaque investissement reporté, ce sont des droits moins accessibles, des agents sous pression et des inégalités qui progressent. Défendre la protection sociale, c'est donc aussi donner aux services publics les moyens de la faire vivre.

Nous devons également préparer l'avenir. Le vieillissement va accroître les besoins liés à l'autonomie. La baisse de la natalité pèsera sur les recettes et sur la population active. L'immigration fait partie de la réponse. Elle est une question d'humanité, mais aussi une nécessité économique et sociale. Nous devons sortir des postures pour construire une solide politique d'accueil, digne, et une intégration durable.

Préparer l'avenir, c'est agir en amont : faciliter l'accueil des enfants, réinvestir fortement dans l'école, réduire le coût du logement, mieux articuler vie professionnelle et vie personnelle, adapter les logements au vieillissement et réduire les inégalités de revenus et de patrimoine.

Notre ligne est claire : des financements justes, davantage de prévention et des services publics à la hauteur des besoins.

C'est le sens de notre événement de rentrée. À quelques mois des élections professionnelles et de l'élection présidentielle, nous placerons les services publics au cœur des débats. Nous interrogerons notamment le ministre de l'Action publique sur les choix budgétaires du Gouvernement.

Préparer l'avenir, c'est préparer celles et ceux qui le porteront après nous. Et la bonne nouvelle, c'est qu'ils sont déjà là.

Qui, après les avoir écoutés à cette tribune ces deux derniers jours, pourrait encore prétendre que les jeunes militants CFDT sont ou ne seront pas demain de formidables responsables ?

Personne. Ils ont la parole, ils ont l'engagement, ils ont l'exigence. À nous, maintenant, de leur faire de la place. De vraies responsabilités, de vrais mandats, pas des strapontins. Acceptons qu'ils fassent autrement que nous, qu'ils nous bousculent, qu'ils nous transforment. C'est le défi de toute transmission, et c'est son piment.

La place des femmes, elle, ne pose pas la même question. Il ne s'agit pas d'une relève à organiser, mais d'une égalité à conquérir. Une égalité qui, à chaque niveau de responsabilité, n'est toujours pas là. Disons-le simplement : une organisation qui se prive des femmes se prive de la moitié de sa force.

La place des jeunes, la place des femmes : deux combats différents, une même conviction. Ni l'une ni l'autre ne sera jamais un acquis. Et nous les mènerons, l'un comme l'autre, pour que la CFDT de demain et la société tout entière, soient enfin à l'image de celles et ceux qui les font vivre.

Et voilà, au fond, ce qui relie tout ce que je viens de dire. Faire de la place aux jeunes et aux femmes, refonder notre protection sociale, maîtriser l'IA, réussir une transition juste : rien de tout ne se décrète. C'est l'œuvre du temps long, de la construction patiente.

Notre force, ce n'est pas la démagogie, c'est le sérieux de notre action et de notre militantisme. Manquons-nous de radicalité ? Pardon, mais qu'est-ce que c'est, être radical aujourd'hui ?

Est-ce brandir un slogan qui claque et qui ne veut rien dire ?

C'est promettre le grand soir pour ne rien bâtir au matin ?

La vraie radicalité, aujourd'hui, c'est d'assumer la nuance. C'est d'assumer le dialogue avec celles et ceux avec qui nous ne sommes pas d'accord. Dans une époque qui somme chacun de choisir son camp et de hurler avec lui, tenir la nuance, c'est tout sauf mou. C'est l'engagement le plus exigeant qui soit. **Voilà notre radicalité : ne renoncer ni à nos convictions, ni au dialogue.**

Mes chers camarades,

Le monde que je viens de décrire est parfois vertigineux.

Ma conclusion, elle, sera courte.

Elle tient en une certitude, **c'est nous**

Nous, c'est ce que la CFDT sait faire et que peu savent encore faire :

- se parler sans s'invectiver,
- se diviser sans se déchirer,
- décider sans s'écraser.

Cette salle est un modèle réduit de démocratie, à une différence près : ici, le désaccord ne casse rien, il construit. Pas de camp contre camp, pas d'invective permanente. Des femmes et des hommes qui débattent, qui tranchent, et qui avancent ensemble.

Face à ce monde, nous ferons donc ce que nous avons toujours fait. Protéger celles et ceux qui travaillent. Participer à leur émancipation. Et préparer l'avenir, sans jamais le subir.

Notre meilleure arme, ce n'est pas un slogan. Ce n'est pas une personne. C'est un collectif. Ce sont nos militantes et nos militants, dans chaque entreprise et administration, chaque service, chaque territoire. C'est vous.

Le monde change. Nous aussi. Mais ce que nous sommes ensemble, ça, ça ne changera pas. Et un collectif debout et uni, ça n'a peur de rien.

En France, l'espoir a une couleur. La nôtre. Vive la CFDT.

Merci à toutes et tous